

PALESTINE 59-62

LETTRE AUX ADHERENTS

7 février 2011

ASSOCIATION FRANCE PALESTINE SOLIDARITÉ

NORD PAS-DE-CALAIS - Bulletin n° 62 – Janvier-février 2011

AFPS 59-62 MRES (Maison Régionale de l'Environnement et de la Solidarité- ex-MNE)
23, rue Gosselet - 59000 - LILLE Site : www.nord-palestine.org Bulletin : JPC@nord-palestine.org

Editorial :

Briser le blocus de Gaza

L'AFPS Nord-Pas de Calais est pleinement engagée dans l'action, à l'échelle de toute la région, pour un bateau français pour Gaza en vue d'en briser le blocus. Depuis novembre dernier les initiatives se multiplient. Le récent « tour de France » parti de Lille a montré que la mobilisation financière peut être au rendez-vous. Elle est nécessaire : bateau, équipage, cargaison exigent des sommes considérables que seule une mobilisation unitaire est capable de rassembler. A noter enfin qu'une incertitude considérable est maintenant levée : il y a bien un bateau et il y a un équipage. Un bateau qui partira en mai d'un port de la Méditerranée afin de se joindre à la flottille internationale.

Cette mobilisation unitaire est d'autant plus nécessaire qu'il s'agit de créer dans notre pays, comme dans le monde un vaste mouvement de solidarité avec le peuple palestinien à Gaza capable de contribuer à briser le blocus, au moment où les dirigeants mondiaux, et tout particulièrement les dirigeants français, se révèlent incapables de faire respecter le droit humanitaire comme les résolutions internationales. Notre rôle à l'AFPS Nord-Pas de Calais est d'aider à rassembler les plus larges couches de la population de la région en vue de cet objectif. En étant, par exemple, attentif à ce qui se passe dans le monde du travail, où engagés pour le bateau se retrouvent trois organisations syndicales majeures du pays : CGT, Union syndicale solidaire et FSU. Vous trouvez dans l'agenda les différentes initiatives auxquelles l'AFPS Nord-Pas de Calais est associée en ce domaine. Avec un rendez-vous national le 5 mars.

Il n'est hélas pas possible de parler de rassemblement et d'action de soutien au peuple palestinien sans oublier d'indiquer qu'elle a des adversaires dans le pays comme dans la région. Dans le compte rendu du CA, comme dans un communiqué de l'association, indication est faite d'une procédure engagée contre l'AFPS Nord-Pas de Calais à propos des actions de boycott, désinvestissement, sanctions (BDS) contre Israël lors de la braderie de Lille 2010. L'inconsistance de ce qui est allégué, le procédé même, ne peuvent que nous confirmer d'être fidèle à l'appel de 2005 de la société civile palestinienne et que nous avons affirmé lors des rencontres avec Michel Warschawski à Lille. Nos actions BDS vont se poursuivre et se développer.

Jean-François LAROSIERE, Président de l'AFPS Nord – Pas-de-Calais

AGENDA (Extrait) Plus d'infos sur le site: www.nord-palestine.org/agenda.htm

Lundi 7 Février, à 18h30, 27 rue Ledru Rollin à **Hellemmes** (métro Marbrerie) :

Formation sur la Palestine avec **Saïd Bouamama** >> **Thème : Les états arabes et la Palestine**

Vendredi 11 Février, à 19 h, Hôtel de ville (salle basse) à **Douai** : **Récits de guerre** de **Jihad Darwich**

(Jihad Darwich joue ses nouveaux contes avec des amis du peuple palestinien, jeunes et moins jeunes)
organisé par le **groupe AFPS de Douai**, dans le cadre du festival du livre pour enfants

Exposition de photos de **Geneviève Caré**

Samedi 12 Février, à 15h, à l'aéroport **Bierset (Liège)** : **Rassemblement et marche** pour la justice en Palestine >>

Samedi 26 Février, à la MRES de **Lille** : **Réunion du Conseil** de l'AFPS 59/62

Reconnaissance immédiate d'un Etat palestinien

publié le mercredi 26 janvier 2011 <http://www.france-palestine.org/article16579.html>

« 2011 doit être l'année de la reconnaissance de l'Etat de Palestine » déclara l'AFPS national. Au vu des derniers développements de l'actualité au Moyen Orient, des péripéties du voyage du Ministre Alliot-Marie, plus soucieuse d'un tankiste israélien que des milliers de prisonniers palestiniens, jusqu'à l'actualité tragique en Palestine occupée : une dépêche annonce un nouvel assassinat d'un Palestinien par des colons israéliens à proximité de Naplouse, cet appel acquière une extrême importance. Pour le soutien au peuple palestinien l'offensive est nécessaire.

Il faut être très attentif aux éditoriaux du quotidien régional dominant, y compris à celui il y a 15 jours qui relançait la guerre des civilisations. Matthieu Verrier indique dans la Voix du Nord du 22 janvier que certes : « le chahut autour de Michèle Alliot-Marie à Gaza rappelle (...) combien la voie de la France est attendue dans la rue palestinienne. » Il affirme : « **S'écarter d'une tradition pro-arabe dans la diplomatie française comporte des risques. Pourtant cela se révèle nécessaire après l'échec de décennies de négociations. Les puissances extérieures à la région recentrent lentement le curseur, aussi bien en Europe qu'à Washington- historiquement proche d'Israël. L'on ne saurait mieux déblayer le terrain pour de nouveaux abandons des positions françaises que ce soit sur Jérusalem ou les frontières de 1967, et plus globalement l'abandon de toute volonté et possibilité d' application des droits nationaux du peuple palestinien.** Les responsabilités du mouvement populaire de soutien au peuple pale-

stinien sont immenses. C'est du côté de ce peuple que nous nous trouvons.

Non seulement l'AFPS Nord-Pas de Calais mène une campagne politique pour cette reconnaissance d'un Etat palestinien, elle mène aussi depuis l'automne 2010, une campagne active pour briser le blocus criminel de Gaza les actions pour un bateau français pour Gaza qui partira de Marseille en mai prochain pour se joindre à une flottille dans le cadre de la coalition internationale. Dans le cadre de cette campagne une tournée nationale commence dans notre région. **Vous avez rendez-vous avec les militants qui vont vous solliciter les 2 et 3 février à Lille, Roubaix, Villeneuve d'Ascq et Lens pour donner un coup d'accélérateur à l'action pour le bateau afin de répondre à la crise humanitaire que subit Gaza et y faire respecter le droit international.**

Il n'est pas possible d'oublier Naplouse au moment où un de ses enfants vient d'être assassiné par l'occupant, un de plus. Toute notre solidarité va à la résistance populaire palestinienne dans et autour de Naplouse. **L'AFPS Nord-Pas de Calais ne peut que renouveler son exigence d'une rupture du jumelage entre la ville israélienne de Safed et la ville de Lille. C'est devenu public : Safed est la ville la plus raciste d'Israël. Les autorités de cette ville sont engagées dans ce qui est intolérable : Michel Warschawski a parlé de « ratonnades », de « pogroms » le 12 janvier. L'AFPS Nord-Pas de Calais en appelle à des actions unitaires afin que ce jumelage honteux soit abandonné.**

LAVOIX DU NORD.fr

samedi 22 janvier 2011

La France menacée et bousculée PAR MATTHIEU VERRIER

LE TEMPS FORT www.lavoixdunord.fr/France_Monde/actualite/Secteur_France_Monde/2011/01/22/article_la-france-menacee-et-bousculee.shtml

Hier, la France a reçu sur la tête chaussures, œufs, invectives et menaces. Michèle Alliot-Marie, la ministre des Affaires étrangères conspuée à Gaza, a été victime d'un malentendu.

Mais la tension est palpable entre le monde arabo-musulman et la France. De maladresses en affirmations de ses valeurs, Paris a pu choquer un peuple ou provoquer des intégristes.

Hier aussi, Oussama Ben Laden s'en est encore pris à Nicolas Sarkozy. S'adressant aux Français : « Le refus de votre président de se retirer d'Afghanistan est (...) un feu vert pour tuer vos prisonniers, (...) mais nous ne ferons pas cela au moment qui lui convient à lui », a asséné le terroriste en chef. Le locataire de l'Élysée semble avoir pris depuis quelques mois la place de George Bush dans le rôle de pire ennemi de Ben Laden.

La semaine a commencé avec des Tunisiens maugréant contre une « patrie des droits de l'homme » peu prompte à soutenir leur révolution. Elle s'achève avec un chef d'Al-Qaïda menaçant à l'égard de la mission française contre les talibans. Ces deux messages contradictoires doivent résonner d'une même tonalité à Paris : la nécessité d'affirmer ses valeurs. Pour donner tort aux terroristes et raison

aux démocrates, qui existent aussi - est-ce une découverte pour certains ? - sur l'autre rive de la Méditerranée. Il vaut mieux s'attirer les foudres de terroristes pour avoir combattu l'obscurantisme taliban - quoique la stratégie puisse être débattue - que les acrimonies de citoyens pour avoir adopté une realpolitik plus que complaisante.

Les peuples du Maghreb déplorent le soutien des pays occidentaux aux régimes autoritaires. D'autant plus que les poignées de main officielles sont accompagnées de larges sourires et de propositions d'aides en tout genre.

Le chahut autour de Michèle Alliot-Marie à Gaza rappelle aussi combien la voie de la France est attendue dans les rues palestiniennes. Jacques Chirac y était accueilli par une foule serrée. Lionel Jospin y avait reçu des jets de pierres pour avoir qualifié les militants du Hezbollah libanais de « terroristes ».

S'écarter d'une tradition pro-arabe dans la diplomatie française comporte des risques. Pourtant, cela se révèle nécessaire après l'échec de décennies de négociations. Les puissances extérieures à la région recentrent lentement le curseur, aussi bien en Europe qu'à Washington - historiquement proche d'Israël.

Cette exigence entraînera certainement des frictions.

Ces trois tensions, en Afghanistan, au Proche-Orient et au Maghreb, ne sont pas directement liées, mais donnent à réfléchir sur la position de la France.

Une plus grande cohérence et une plus grande franchise ne nuisent pas à l'image d'un pays. Bien au contraire.

Les deux messages contradictoires des Tunisiens et de Ben Laden doivent résonner d'une même tonalité à Paris : la nécessité d'affirmer ses valeurs.



Publié le jeudi 03 février 2011 - ROUBAIX / PALESTINE

Une croisière vers Gaza qui ne s'amusera pas

<http://www.nordeclair.fr/France-Monde/Monde/2011/02/03/une-croisiere-vers-gaza-qui-ne-s-amusera.shtml>

C'est un « Gazathon » qui a été lancé hier dans la métropole. Une soixantaine d'associations pro-palestiniennes comptent affréter un bateau qui rejoindra une flottille internationale afin de briser le blocus de Gaza. Un objectif politique autant qu'humanitaire, moins d'un an après l'attaque d'une précédente flottille par l'armée israélienne.

Neuf morts et 28 blessés. Et d'énormes complications internationales. Tel avait été le bilan le 31 mai 2010 de l'expédition maritime d'organisations pro-palestiniennes qui avaient souhaité briser le blocus de la bande de Gaza par la Marine israélienne.

La flottille de l'an dernier ne comptait que huit navires. Cette fois les adversaires du blocus comptent armer une véritable armada, représentative de davantage de pays et donc d'une opinion publique élargie.

Hier, à Roubaix, le collectif de la soixantaine d'associations militant pour la levée du blocus - dont le Parti communiste et les Verts - a évoqué les raisons de cette nouvelle expédition somme toute plus périlleuse qu'un Tour du monde en solitaire.

Et leurs représentants ne mâchent pas leurs mots à l'encontre de l'État hébreu. Ils estiment que le blocus de Gaza comme la colonisation des territoires occupés témoignent d'une même volonté hégémonique. N'hésitent pas à parler « d'épuration ethnique » à l'égard des Bédouins du Negev. Citent le chiffre de 16 000 prisonniers palestiniens. Certains arborent le tee-shirt appelant au boycott des produits israéliens et tous se rallient au drapeau quadricolore de l'Autorité palestinienne.

Un tour de France

Depuis six mois, la plate-forme des ONG françaises pour la Palestine que coordonne Maxime Guimberteau s'active

à affréter un bateau en vue de rejoindre en mai prochain une « coalition » - c'est le terme employé - d'une quinzaine d'autres navires dont six gros cargos mettant le cap vers Gaza.

Le bâtiment français - un cargo pouvant embarquer 2000 tonnes de fret et 80 à 85 personnes - est en cours d'affrètement. À l'heure actuelle, le collectif a en caisse 60 000 euros. Il lui en faudrait 450 000 pour lever l'ancre. D'où un vaste tour de France jusqu'au 26 février en vue d'amorcer des débats, de sensibiliser la population à la cause palestinienne, de mobiliser l'opinion publique et de recueillir les dons.

L'objectif affiché est humanitaire : la cargaison sera constituée essentiellement de générateurs électriques, d'unités de désalinisation, de matériaux, de médicaments qui font actuellement défaut aux Gazaouis.

Mais quand, un membre du collectif demande ingénument s'il ne serait pas plus judicieux de faire transiter la cargaison par l'Égypte plutôt que d'envisager une épreuve de force avec les garde-côtes israéliens, l'objectif politique semble prendre le pas sur toute considération humanitaire. « Si on se heurte aux Israéliens, nos gouvernements seront bien obligés d'intervenir et d'imposer à Israël la levée du blocus. » Une question se pose pourtant. D'ici le mois de mai, où en sera le Moyen-Orient dont les convulsions actuelles monopolisent toute l'attention des ambassades ?

Pour soutenir cette initiative :

- en ligne : www.unbateaupourgaza.fr/dons ;
- par chèque : MRAP - un bateau pour Gaza France, 43 boulevard Magenta, 75010 Paris.

Lettre ouverte de Mme Denise Hamouri à Mme Alliot-Marie

A Jérusalem, 21 janvier 2011 www.nord-palestine.org/art-recom-2011-01-22-LettreDHamouri.htm

Madame la Ministre,

Comme beaucoup de Français, d'Israéliens et de Palestiniens, je suis avec intérêt votre visite au Proche-Orient. J'aurais souhaité vous rencontrer mais cela ne s'est pas fait... Emploi du temps chargé, oubli Pourtant, votre rencontre avec les parents du soldat Shalit était inscrite en bonne et due forme dans votre programme Une fois de plus, une politique du 2 poids 2 mesures J'aurais souhaité vous rencontrer peut-être pour vous demander encore une fois d'intervenir pour la libération de Salah enfermé depuis 6 ans bien qu'il n'ait commis aucun acte délictueux mais ce qui est possible au Tchad, au Mexique ou ailleurs ne l'est pas de toute évidence en Israël et "les efforts démesurés" de notre diplomatie n'ont pas eu le résultat espéré...

J'ai suivi avec intérêt votre déplacement à Gaza où un comité des familles de prisonniers palestiniens vous a accueillie avec une certaine agressivité.

Madame la Ministre, quelle maladresse de votre part d'aller à Gaza suite à votre visite à la famille du soldat Shalit, ... vous n'ignorez pas que des milliers de palestiniens de Gaza sont enfermés dans les geôles en Israël sans avoir droit à des

visites familiales depuis la capture de Shalit et même bien avant pour certains... Peut-être ignorez-vous qu'ils n'ont pas droit au courrier et sont coupés eux aussi de leur famille... Madame vous avez eu de belles paroles de réconfort pour les parents de votre compatriote Shalit mais vous n'avez pas dit un mot sur les 8000 prisonniers palestiniens, vous avez ignoré le cas de mon fils... Madame, si Shalit est d'après vous pris en otage par le Hamas, les prisonniers de Gaza qui n'ont plus droit de visite le sont aussi.. si la demande de visite de la CR pour le soldat Shalit est légitime alors les droits des prisonniers politiques palestiniens et ceux de Gaza pour commencer le sont aussi. Madame, les prisonniers palestiniens à commencer par ceux de Gaza ne sont pas des numéros ou des terroristes mais des êtres humains tout comme le soldat Shalit... Comme lui ils ont des parents, une femme des enfants...

Ce qui est vrai pour Shalit est vrai pour les autres, dont Salah, mon fils. Je crains que votre attitude ne nuise un peu plus encore à l'image de mon pays - la France - dans la région, et spécialement en Palestine. Je ne vous supplie pas de me recevoir. J'ai ma dignité, vous avez des responsabilités imminentes. Je suis fidèle à la mienne. L'êtes-vous aux vôtres ? Malheureusement : non

Ameer Makhoul condamné à 9 ans de prison par l'occupant israélien

Le 6 mai 2010, les services de police israéliens ont arrêté Ameer Makhoul à Haïfa. Il est directeur général d'Ittijah (Union des associations civiles arabes, Haïfa) et président du comité de défense des libertés issu du Haut Comité de suivi des masses arabes (Palestine occupée 1948). Cette répression brutale s'ajoute aux discriminations multiples dont les Palestiniens sont victimes à Haïfa. Ce qu'y dénonce l'opposition.

Cette arrestation ne fait que souligner la fiction que constitue « Haïfa ville démocratique » où occupant et occupé cohabiteraient harmonieusement. Comme le dit Ameer Makhoul depuis sa prison, fin novembre 2010 : « (...) cela fait presque une demi-année que je suis en prison. Plusieurs prisonniers sont ici depuis 23 ou 28 ans. Alors oui, je suis relativement nouveau ici, mais pour moi chaque jour est un temps très long avec beaucoup de souffrance et de réflexion sur ce que représente réellement être Palestinien dans sa patrie. »

(...) Les Palestiniens sont coupables, c'est la seule option. » Il est emprisonné à Gilboa (comme Salah Hamouri) après avoir été maintenu au secret et sans pouvoir rencontrer un avocat pendant 12 jours et torturé, ce dont le mouvement démocratique s'était légitimement ému en France et en Europe. Le gouvernement israélien a émis contre lui

des accusations truquées d'espionnage et d'assistance à l'ennemi en temps de guerre.

Il avait indiqué en novembre dernier que : « le manque de preuve n'ouvre pas la voie vers la liberté, Israël ne permettra jamais à son tribunal de me déclarer innocent. » Il vient, après avoir accepté l'accord de « plaider coupable » d'être condamné à 9 ans de prison.

Cette condamnation inique ne fait que souligner la gravissime situation dans laquelle se trouve Israël du point de vue des droits et libertés. Michel Warschawski à Lille le 12 janvier parlait de fascisation du régime israélien gouverné par la droite extrême.

L'AFPS Nord-Pas de Calais s'adresse aux autorités françaises afin qu'elles interviennent pour la libération immédiate d'Ameer Makhoul. Les autorités israéliennes sont bien entendu interpellées. Elle appelle ses amis à multiplier les courriers et mails en ce sens.

Elle s'adresse tout particulièrement aux maires de Lille et Lomme afin qu'ils interviennent en faveur de la libération d'Ameer Makhoul. La Ville de Lille, son maire, sont particulièrement engagés dans la promotion du produit « Haïfa ville démocratique », celui de Lomme s'y rend au printemps 2010 à l'invitation du CRIF régional. L'AFPS Nord-Pas de Calais espère qu'ils seront du combat pour les Droits de l'Homme et du Citoyen en Israël.

AFPS Nord-Pas de Calais Lille le 30 janvier 2011

Compte rendu du CA du 29 janvier 2011

Présents : Malika B, Marie-Elise A, Mireille G, Sihem S, Jean-François L + 2 adhérentes. **Excusés** : Jean-Pierre C, Jean Claude W

1 Audition de Jean-François Larosière au SRPJ

Jean-François Larosière a reçu à son adresse personnelle une demande d'audition à la SRPJ de Lille par un officier de la PJ. Il s'agit vraisemblablement de la suite de la plainte déposée par le président régional du CRIF et de la LICRA du Nord suite à la manifestation du 27 mars 2010. Cette audition aura lieu le mardi 1^{er} février à Lille.

La direction nationale de l'AFPS a été immédiatement avisée. Les dispositions sont prises avec elle pour une défense qui sera coordonnée par Maître Antoine Comte si nécessaire. Les dispositions pratiques et politiques seront prises, y compris en ce qui concerne l'expression publique, sur la base de ce qui sera indiqué par l'officier de police judiciaire sur les raisons de cette demande d'audition, et ce qui a pu conduire un procureur de la République à la demander.

2 Analyse de la situation politique et l'action

(voir à ce sujet les communiqués régional et national sur la reconnaissance d'un Etat palestinien comme ce qui est indiqué par exemple dans la presse régionale). A noter qu'en liaison avec la direction nationale de l'AFPS le texte national a été envoyé à tous les députés régionaux. Pour les sénateurs c'est en cours.

Sur ce point la discussion a notamment porté sur ce qui peut expliquer les décisions des Etats d'Amérique du Sud (le dernier étant le Paraguay) de reconnaître l'Etat palestinien, en sachant d'ailleurs que cette reconnaissance ne vient pas nécessairement d'Etats ayant des positions engagées sur des bases révolutionnaires ou altermondialistes. Le Monde diplo sera sollicité à ce sujet. La discussion a aussi porté sur les « révélations » concernant les rapports entre Israël et l'autorité palestinienne dans le cadre des négociations dites de « paix »

Pour les actions BDS :

- **une est à mener immédiatement : celle qui concerne le soutien à la résistance populaire israélienne dans et autour de Naplouse, où un Palestinien de plus vient d'être assassiné par des colons.** Un courrier, si possible commun doit être envoyé au Maire de Lille, jumelé avec Naplouse afin que soient rompus les liens de jumelage qui unissent Lille à Safed, « ville la plus raciste d'Israël ». Ce courrier sera relayé par une campagne de pétitions.
- **Un rassemblement de masse/manifestation est à préparer dès maintenant dans le cadre d'une action BDS continuant de viser Soda Club. Il se placera le samedi 26 mars après midi, dans le cadre de la Journée de la Terre à Lille.**
- Un point a été fait sur les actions sur le désinvestissement et sur l'empire Veolia dans le pays et la région, sur ses pratiques dans le domaine de l'eau qui inquiètent les unions de consommateurs, ainsi à Douai. A Lille le choix de l'opérateur de service public pour l'eau c'est en 2015. Mais la question est à poser dès maintenant.

3 Agenda du semestre

- L'AFPS nationale a envoyé un courrier à tous les adhérents concernant leur présence à l'Assemblée annuelle à Bill'in du 19 au 22 avril. Notre présence prolongerait notre action aux côtés de la résistance populaire palestinienne dans et autour de Naplouse. Déjà une adhérente s'est dite intéressée. Il faut construire la délégation.
- Liège 12 février. L'AFPS 59/62 est signataire de l'appel à manifester. Appel est fait au co-voiturage.

Travail sur le livre

Le nouveau retard pris dans la sortie du livre de Sandrine Mansour (reportée à septembre) modifie sensiblement les interventions qui avaient été définies.

Pour « passions d'avril » en liaison avec les libraires indépendants, c'est le livre sur l'olivier diffusé par le Philistin qui serait retenu (*Nasser Soumi. - L'olivier et la Palestine. Une passion charnelle. - Arles, Simbad/Actes Sud, 2010*). Voir si l'auteur est disponible à cette période.

Nous serons présents à festi langues et le 1^{er} mai à Arras avec le stand. Il faut prévoir une intervention spécifique sur BDS surtout si Stéphane Hessel, qui est sollicité, est présent à Arras.

- Gazastrophe : nous donnons notre accord pour une rencontre débat à Hellemmes, au Kursaal avec « Les gens d'Hellemmes » avec qui nous avons travaillé l'an dernier, au mois d'avril. (à placer d'ailleurs dans le cadre d'un bateau français pour Gaza en ce qui nous concerne).
- Rencontre sur le débat stratégique palestinien. Le principe est déjà acquis : il faut trouver une date convenant au amis qui l'ont proposé.
- Les réfugiés : là aussi recherche d'une date.

4 Un bateau français pour Gaza

Le point a été fait sur le deux jours de la tournée. Les inscriptions ont été prises pour les équipes de Lille et les informations ont été prises afin que l'agenda sur le site soit suffisamment nourri.

L'implication de la FSU comme de la CGT a été soulignée. Une action spécifique en direction des salariés reste à mettre en place d'autant plus que Solidaires est aussi partie prenante.

Stand AFPS 59/62 à Avion : les militants sont sollicités.

5 Congrès national

Il se tient en mai. L'AG du 16 avril aura à confirmer ou infirmer nos choix précédents concernant la vie de l'association et à prendre les décisions pour l'orientation politique. Le Conseil national sera renouvelé, les candidatures sont individuelles, et les groupes portent une appréciation. Jean-François a indiqué souhaiter n'être plus membre du CN.

6 Réponse à Amitiés Lille Naplouse (ALN)

Suite à des courriers un peu confus lui étant adressés par ALN le CA de l'AFPS 59/62 avait reçu une fiche préparatoire à la réponse. Il a commencé par regretter que sa proposition de démarche commune en direction du maire de Lille, après la condamnation de BDS au dîner du CRIF, n'ait pas reçue de réponse.

La demande concernant le site n'est pas recevable : l'AFPS 59/62 est responsable de ce qui y figure.

L'action commune est nécessaire c'est le sens du courrier de réponse qui sera envoyé au président de l'association.

Après en avoir délibéré l'AFPS 59/62, dont il n'est pas souhaité, lors du CA d'ALN du 14 décembre, le maintien au CA de cette association, cesse son adhésion en tant qu'association à Amitiés Lille Naplouse. Bien entendu des adhérents de l'AFPS Nord-Pas de Calais adhèrent et militent à ALN.

Un point a été fait sur les pressions du CRIF pour des liens Lille-Safed resserrés.

Prochain CA le samedi 26 février

Etabli par Jean-François Larosière

Deux rencontres avec Michel Warschawski

<http://www.nord-palestine.org/art-recom-2011-01-12Warschawski.htm>

Mercredi 12 janvier 2011 à Lille



Michel Warschawski, infatigable militant anti colonial israélien, était reçu le 12 janvier à Lille par l'UJFP et par l'AFPS Nord-Pas de Calais. Si l'on peut trouver l'essentiel de ses interventions dans l'entretien qu'il a mené avec Radio Campus à 18 h 45 et dans Liberté Hebdo, nous donnons ici, avec les photos de Patrice Bardet, quelques éléments de ses propos tenus devant un public ayant rempli les salles. Dans une première rencontre, dans le local de la FSU, il a répondu aux multiples questions sur la situation intérieure en Israël. Un Etat qui « n'appartient plus à la famille des Etats démocratiques ». A ce sujet il a fait état des multiples atteintes aux droits dans la période récente et aux menaces de chasse aux sorcières. Il fait état d'une quasi absence d'opposition à cette politique par le gouvernement israélien. Avigor Liberman, ministre des affaires étrangères est certes un extrémiste de droite, mais c'est celui qui conduit la politique israélienne, tout comme le 1^{er} ministre Netanyahu. Le grand mouvement en Israël d'opposition à la guerre coloniale « la Paix maintenant » est mort en août 2000 avec les décisions du dirigeant travailliste Barak (aujourd'hui ministre de la guerre et alors 1^{er} ministre) après Camp David. Un Barak dont le supposé esprit d'ouverture masquait mal le refus de faire place aux droits nationaux du peuple palestinien.

Interrogé sur le sort des Palestiniens de l'intérieur, il fait état de la coupure totale entre ces Palestiniens et la population juive israélienne, alors que jusque l'été 2000, notamment dans le cadre de « la paix maintenant », il y avait action commune. Et il fait plus profondément référence à la réalité des appels de rabbins à refuser la location de logements à des étudiants palestiniens, comme aux « ratonnades » ou « pogroms »

[Commentaire d'une adhérente :](#)

Tonique, car il dévoile et explique comment résister à l'Etat israélien dont le gouvernement, en toute impunité depuis sa création, viole le Droit international en occupant et colonisant la Palestine.

M.W. nous dit qu'il faut s'attendre au pire de la part de cet actuel gouvernement israélien et de ses adeptes.

(ce sont les termes dont Michel Warschawski s'est servi) menés dans un certain nombre de villes israéliennes. La situation à Safed a été particulièrement dénoncée

Safed est jumelée avec Lille. Cette situation a fait l'objet de plusieurs interventions lors de la rencontre de la soirée consacrée à Boycott / Désinvestissement / sanctions (BDS).



L'émotion est légitime de la part des citoyens lillois de voir leur ville jumelée avec une cité ouvertement raciste, et dont le maire du parti Kadima porte une lourde responsabilité dans les exactions qui frappent la population palestinienne. **Des initiatives nouvelles sont nécessaires pour que la demande de rupture du jumelage indécent avec Safed, déjà formulée plusieurs fois par l'AFPS Nord-Pas de Calais, aboutisse.**

Concernant BDS, Michel Warschawski a bien indiqué qu'il s'agissait d'abord d'un appel de la société civile palestinienne datant de 2005. L'impunité d'Israël en dépit de ses crimes en montre la nécessité. Le boycott culturel a fait l'objet d'un débat tout particulier, non pas le boycott des personnes, mais celui des institutions. L'alerte a porté aussi sur le refus d'Israël de se référer au droit et aux résolutions internationales. Le risque est considérable politiquement et moralement de s'éloigner de principes forgés après la défaite des fascismes en 1945, et de les fouler aux pieds. A noter aussi concernant le désinvestissement, la nécessité d'une intervention citoyenne et publique concernant les appels d'offres. Ce qui est possible du côté anglo-saxon est certainement à mettre en œuvre en France.

A noter enfin que Michel Warschawski a largement dédié son dernier ouvrage « au pied du mur » - [éditions syllepse, Paris, 2010, 9 euros](#) - qui reprend ses chroniques parues dans « Siné Hebdo » dont il était le correspondant à Jérusalem.

Jean-François Larosière

Il existe en Israël par exemple une ville Safed qui a expulsé tous les Palestiniens qui y vivaient. Et ceux qui y séjournent maintenant, pour des études notamment, sont regroupés en pogrom et subissent ratonnades et autres sévices...

Honte à nous, Lillois, qui par la volonté de la maire de Lille, sommes jumelés à pareille horreur. Il y a 60 ans on appelait ça de la "collaboration avec l'occupant". De quoi se nourrissent de nos jours les socialistes autrefois épris des Droits universels et du respect de la dignité humaine ?

Blandine C.

Michel Warschawski fait un constat lucide sur l'état du mouvement pacifiste en Israël mais se refuse à désespérer. **LIBERTÉ-HEBDO** - n° 947 > du 28 janvier au 3 février 2011

Israël : plus que jamais aider le camp de la paix

Le journaliste et pacifiste israélien Michel Warschawski était à Lille dernièrement pour soutenir la campagne de boycott des produits israéliens.

« **Au bord de l'abîme** »... Michel Warschawski préfère aller droit au but. La situation actuelle en Israël est tellement assombrie par la logique guerrière imposée par ses dirigeants - et sans que cette logique ne soit massivement contestée dans ce pays, estime-t-il - que le journaliste et militant pacifiste, est bien en peine d'indiquer quelques zones d'optimisme sur lesquelles s'appuyer pour croire encore en la paix. De passage à Lille, il était venu, à l'invitation de l'Association France Palestine Solidarité (AFPS) Nord / Pas-de-Calais et de l'Union juive française pour la paix (UJFP), soutenir l'opération de boycott des produits israéliens, et la demande de sanction envers cet État qui viole impunément le droit international depuis plusieurs décennies. « *Nous sommes face à une dégradation politique qui fait peur et qui pousse beaucoup à parler de fascisme* » explique-t-il.

Un discours ouvertement raciste

Exemple. En octobre dernier, le Premier ministre Benyamin Netanyahu a demandé l'élaboration d'un projet de loi dit « *d'allégeance* », imposant au non Juif désireux d'acquiescer la nationalité israélienne, de reconnaître Israël comme un « *Etat juif et démocratique* ».

En août dernier, une députée, Hanneen Zoabi, s'est vue retirer ses droits parlementaires par une majorité de la Knesset, pour avoir participé à la flottille de la paix victime quelques semaines auparavant d'un massacre de la part de l'armée israélienne. Le Parlement a également adopté une loi visant à enquêter sur l'origine des fonds d'un certain nombre d'ONG. « *Nous vivons dans une atmosphère raciste et d'atteintes graves aux droits démocratiques* » explique Michel Warschawski.

« *Aujourd'hui, un discours ouvertement raciste est banalisé. C'est relativement nouveau. Car Israël a toujours voulu donner une image de marque positive à l'extérieur. Aujourd'hui, c'est fini* ».

Pour le journaliste, l'offensive contre Gaza en 2008-2009 a marqué un tournant dans cette stratégie. « *Israël s'est lâché. Tout est dit dans le propos de la ministre des Affaires étrangères de l'époque, Tzipi Livni, quand elle affirme :*

"Nous avons montré que nous étions capables de péter les plombs". Il n'est plus question aujourd'hui de respecter les

règles. Ce n'est pas un hasard si, au lendemain de l'attaque contre Gaza, nous nous soyons retrouvés avec un Parlement divisé entre la droite et l'extrême droite. L'agression contre la flottille de la paix est également symptomatique du fait que les dirigeants israéliens sont prêts à payer le prix de leur politique en termes d'image. Au point de mettre en péril un élément fondamental de la stratégie d'Israël et de l'OTAN qui est l'alliance avec la Turquie. Ce qui est stupide ».

Une nouvelle guerre contre le Liban ?

Le problème, c'est que face à cela, « *la société israélienne est unie. Il n'y a aucune opposition, ni parlementaire, ni dans la rue.* ». « *Il est difficile de parler de camp de la paix aujourd'hui* » explique le journaliste, qui redoute une nouvelle guerre contre le Liban. « *Nous ne sommes plus du tout à l'époque des années 80 et 90. Le mouvement de la paix a mobilisé des centaines de milliers de personnes pendant une décennie. Aujourd'hui, nous représentons seulement quelques milliers de personnes* ». Laraison ? Elle est double, si l'on en croit M. Warschawski. « *Je pense que le mouvement de la paix s'est suicidé le week-end du 15 août 2000 quand Ehud Barak est revenu de Camp David en affirmant que les Palestiniens refusaient les offres, que nous n'avions plus de partenaires, que les accords d'Oslo étaient un malentendu. Celui qui venait être élu par le mouvement pour la paix, sur un programme de paix, assumait un mensonge qui allait emporter ce mouvement* ». D'autre part, « *les citoyens israéliens ne payent aucun prix à cette logique, que ce soit sur le plan de la sécurité mais aussi économique. Notre pays a été moins atteint par la crise financière que bien d'autres. Si vous vous rendez à Tel-Aviv, vous n'aurez pas le sentiment d'être dans un pays en guerre. Or, en Israël, les gens bougent quand la situation devient intenable.* »

D'où l'importance, selon le journaliste, de se mobiliser en Europe pour imposer à nos autorités des sanctions envers Israël. « *L'Europe de Sarkozy et de Berlusconi est perçue comme plus fiable que l'administration Obama. On peut même parler de tournant* » assure-t-il.

Bruno CADEZ

Audition de Jean-François Larosière à la SRPJ DE Lille le 1^{er} février 2011

Jean-François Larosière, Président de l'AFPS Nord-Pas de Calais, a été auditionné à la SRPJ de Lille le 1^{er} février 2011 de 10h 15 à 11h 35 par le capitaine Buisine, un commandant a également participé à l'audition.

Cette audition, demandée par le parquet, donc le procureur (M. Febvre) fait suite à une plainte déposée par M. Jean-Claude Komar président de l'association culturelle israélienne de Lille. Cette plainte vise le stand AFPS Nord-Pas de Calais à la braderie de Lille 2010 pour : « **discrimination visant à entraver l'exercice normal d'une activité économique** » avec l'appel au boycott d'Israël. Cette plainte s'appuie sur des témoignages et sur des tracts distribués sur la braderie de Lille. La plainte elle même n'a pas été portée à sa connaissance.

Elle repose, selon les éléments présentés à Jean-François Larosière, sur un matériel non signé et un tract, correspondant à la manifestation du 27 mars 2010, appelant au boycott des produits des colonies israéliennes.

Elle repose aussi, d'après ce qui a été dit par les officiers de polices judiciaire, sur les termes d'une conversation, dont la teneur est inconnue, sur ce stand de l'AFPS Nord-Pas de Calais, entre un ou plusieurs de ses responsables et un rabbin, le vendredi 3 septembre en soirée.

Cette allégation appelle les observations suivantes:

il n'y avait pas de stand de l'AFPS Nord-Pas de Calais le 03 septembre 2010 à la braderie de Lille. les stands associatifs sont installés le samedi matin 4 septembre, à la braderie de Lille, pour une ouverture du stand vers midi selon la réglementation municipale à laquelle s'est conformé l'AFPS Nord-Pas de Calais.

Aucun(e) militant(e) de l'AFPS Nord-Pas de Calais ne fait état d'une telle rencontre

le vendredi 3 septembre à 18 heures les responsables de l'AFPS Nord-Pas de Calais se trouvaient Place de la République à Lille, dans le cadre de l'appel national et régional « tous contre le pilori », condamnant les discriminations dans notre pays. Appel dont ils ont largement contribué à la diffusion dans toute la région, et qui se trouvait en bonne place sur le stand de l'AFPS Nord-Pas de Calais, les 4 et 5 septembre à la braderie de Lille.

Cet engagement pour les droits et libertés, en France et dans le monde, en particulier pour l'application des droits nationaux du peuple palestinien, sur la bases des traités internationaux est au cœur de l'engagement des militants et responsables de l'AFPS Nord-Pas de Calais. Ils ont bien l'intention de le poursuivre.

AFPS Nord-Pas de Calais Lille le 04 février 2011

BULLETIN D'ADHESION POUR L'ANNEE 2011

Plus que jamais les Palestiniens ont besoin de votre soutien. <http://www.nord-palestine.org/Cotisation2011.pdf>

COTISATION ANNEE 2011 :

Grille indicative

<u>Tranche</u>	<u>Revenus mensuels adhérent</u>	<u>Cotisation annuelle</u>
1	Inférieurs à 500 €/mois :	10 €
2	De 500 à 1 000 €/mois :	25 €
3	De 1 000 à 1 500 €/mois :	40 €
4	De 1 500 à 2 000 €/mois :	55 €
5	De 2 000 à 2 500 €/mois :	70 €
6	De 2 500 à 3 000 €/mois :	85 €
7	De 3 000 à 3 500 €/mois :	100 €
8	Supérieurs à 3 500 €/mois :	120 €

Nom:.....Prénom.....
 Adresse :

 CP : Commune :
 Tél. personnel : Tél. mobile :
 E-mail@.....
 Profession : Année de naissance :

Je cotise dans la tranche n°..... soit€

Avec la cotisation vous recevez le journal interne *Palestine Solidarité* (4n°/an soit 5€)
et notre lettre électronique mensuelle.

@ Important : N'oubliez pas d'indiquer votre adresse électronique @

- Je soutien les activités de l'AFPS et verse la somme de €
- J'adresse un don pour « SOS Palestine » d'un montant de €
(Des frais de gestion de 7% seront prélevés par l'association sur ce don.)
- Je verse la somme totale de€**

Chèques à l'ordre de : "AFPS Nord Pas-de-Calais"

La réduction d'impôts est de 66% sauf pour les abonnements, dans la limite de 20% du revenu imposable annuel.

Merci de renvoyer ce bulletin accompagné de votre chèque au siège de l'association :

AFPS Nord - Pas-de-Calais MRES - 23, rue Gosselet - 59000 - Lille